

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR AGRICOLE
ÉPREUVE D DU DEUXIÈME GROUPE
ÉCONOMIE

Option : Technico-commercial

Durée : 3 heures

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Calculatrice**

Rappel : Au cours de l'épreuve, la calculatrice est autorisée pour réaliser des opérations de calcul, ou bien élaborer une programmation, à partir des données fournies par le sujet.

Tout autre usage est interdit.

Les candidats traiteront chaque partie sur des feuilles séparées

Le sujet comporte 3 pages

PARTIE 1 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE 8 points

PARTIE 2 : ÉCONOMIE D'ENTREPRISE, GESTION 12 points

DOCUMENT 1 : Déficit public, le dérapage continue ;
Site : www.gecodia.fr/Déficit-public-France-aout-2010

DOCUMENT 2 : Déficit record du PIB, à qui la faute ?
Site : <http://immobilier-finance-gestion.over-blog.com/article-france>

SUJET

PREMIÈRE PARTIE : ÉCONOMIE GÉNÉRALE (8 points)

Sujet : « Inflation et déficits publics »

Vous répondrez aux questions suivantes de façon précise, concise et structurée en vous appuyant sur vos connaissances personnelles et les documents joints.

QUESTION 1 : (1 point)

Donner une définition de l'inflation, comment est-elle mesurée ?

QUESTION 2 : (2 points)

Donner la signification de l'indice des prix à la consommation (IPC) et préciser les trois rôles qu'il joue.

QUESTION 3 : (5 points)

Dans un court développement structuré, vous montrerez les différents liens que l'on peut faire entre inflation et déficits publics.

DEUXIÈME PARTIE : ÉCONOMIE D'ENTREPRISE, GESTION (12 points)

QUESTION 1 : (2 points)

Quels sont les enjeux de la logistique ?

QUESTION 2 : (2 points)

Présenter et expliquer deux modes de pilotage de la production.

QUESTION 3 : (8 points)

Un produit nouveau est lancé début Janvier 2010. Pour l'année de lancement, les prévisions de vente sont de 2 millions de paquets de 250g vendus aux distributeurs au prix net unitaire moyen de 1,50 euro hors taxes (toutes réductions commerciales déduites).

Les charges variables sont de 1,19 euro par paquet de 250g.

3.1 - Les charges fixes représentent un montant global de 378 000 euros la première année, dont 30 % sont allouées au budget de communication.

Calculer le résultat prévisionnel de la première année. (1 point)

3.2 - Les distributeurs réalisent sur ce type de produit un taux de marque minimum de 33,5 %. Vous avez déterminé le prix psychologique pour l'achat de ce paquet de biscuits par le consommateur final : il se situe entre 2,10 et 2,40 euros. (TVA 5,5% à ajouter)

3.2.1 - Quel devrait être le prix minimum de vente au consommateur pour respecter le taux de marque souhaité par les distributeurs ? (1 point)

3.2.2 - Que pouvez-vous en conclure ? (1 point)

3.3 - L'objectif est d'atteindre, la quatrième année, 5 millions de paquets de 250g vendus. Pour cela, le budget de communication sera multiplié par 3, les autres charges fixes augmenteront de 20 %. Cependant, du fait de la concurrence, l'entreprise s'attend à devoir baisser son prix de vente net unitaire moyen aux distributeurs de 5 %.

3.3.1 - Calculer le résultat prévisionnel de la quatrième année. Quelles seraient les conséquences de cette nouvelle situation sur la rentabilité du produit ? (1,5 point)

3.3.2 - Calculer le seuil de rentabilité en chiffre d'affaires et en nombre de paquets. (1,5 point)

3.3.3 - Calculer le nombre de paquets vendus qui permet d'obtenir un résultat égal à 5% du chiffre d'affaires. (1 point)

3.3.4 - Quelles conclusions pouvez-vous tirer de ces calculs ? (1 point)

DOCUMENT 1

Déficit public France août 2010 : le dérapage continue

Le déficit budgétaire de l'État en France a atteint 122,1 milliards € en août 2010. (déficit cumulé depuis janvier). La dette publique négociable française a elle enregistré un nouveau record, en hausse à 1 218 milliards €.

Ceci correspond à la situation budgétaire de l'État central uniquement et n'inclut ni les organismes de sécurité sociale ni les collectivités locales. Sur janvier-août 2010, les recettes fiscales ont atteint 169,5 Md€ et les dépenses 270,2 Md€. Le compte spécial (dont transferts aux collectivités locales) enregistre un déficit de 21,5 Md€. Comparé à celui de 2009 à la même date, le niveau du déficit est désormais quasiment inchangé.

Alors qu'en juillet le déficit avait été réduit de 16 milliards €, la réduction n'atteint plus que 5 milliards €. La réduction observée sur les premiers mois de 2010 n'est plus qu'un lointain souvenir. Ceci s'explique par un dérapage des dépenses publiques en France. Elles progressent de 13,5 % sur un an en août 2010, un rythme inédit depuis 2007. Dans ces conditions, même si les recettes fiscales se reprennent après une année 2009 calamiteuse (+19,8 % sur un an en août), ça ne peut pas compenser.

Le niveau actuel correspond à un déficit en % du PIB d'un peu plus de 6 % (sans sécurité sociale et collectivités locales), soit très proche de celui de 2009 à la même époque (6,7 %). On est donc sur une trajectoire qui devrait amener le déficit public total au-dessus de 7,5 % du PIB en 2010 en France. On est loin des 3 % qui est la cible pour 2014.

Site : www.gecodia.fr/Deficit-public-France-aout-2010-le-derapage-continue

DOCUMENT 2

France - déficit record de 8.2% du PIB : à qui la faute ?

La France a confirmé à la Commission européenne qu'elle s'engageait à réduire son déficit public à 3 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici à 2013. Mis en place par le gouvernement, le « Programme de stabilité de la France » est un plan d'assainissement des finances publiques d'une ampleur inédite depuis un demi-siècle, tablant sur une croissance forte et une maîtrise des dépenses. Le gouvernement français compte sur une croissance de 1,4 % cette année.

Une croissance 2,5 % par an

Le déficit public (Etat, comptes sociaux, collectivités locales) devrait atteindre 8,2 % du PIB en 2010, un record bien loin de la limite de 3 % fixée par les traités européens. Bruxelles a donné à Paris jusqu'en 2013 pour rentrer dans les clous. Le Premier ministre, François Fillon, prévoit une baisse du déficit public à 3,0 % du PIB en 2013, après 4,6 % en 2012, 6,0 % en 2011 et 8,2 % en 2010. Ce scénario repose sur une prévision de croissance du produit intérieur brut de 2,5 % par an à partir de 2011.

Toutefois, une croissance légèrement plus faible le ferait dérailler de sa trajectoire. Selon le seul autre scénario envisagé dans le « programme de stabilité », une croissance annuelle de 2,25 % à partir de 2011 repousserait ainsi à 2014 l'objectif de réduction du déficit public à 3 % du PIB.

Site <http://immobilier-finance-gestion.over-blog.com/article-france>